



**LA MAIN INVISIBLE
DE PÉKIN
SUR LES MÉDIAS
DE HONG KONG**

**REPORTERS
SANS FRONTIÈRES**
POUR LA LIBERTÉ DE L'INFORMATION

**ENQUÊTE DE REPORTERS SANS FRONTIÈRES /
BENJAMIN ISMAÏL, RESPONSABLE DU BUREAU ASIE-PACIFIQUE**

SOMMAIRE

Introduction	5
1. La “main invisible” de Pékin	6
2. Censeurs sous observation	8
Un journal purgé de ses meilleurs éléments	8
Des propriétaires très “actifs”	9
Un pouvoir exécutif prompt à la pression	10
Des banques très “commerciales”	11
Des agresseurs très anonymes	12
Une direction très “politique”	13
Des propriétaires qui siègent dans les institutions à Pékin	14
Une Autorité des communications très procédurière	15
3. Hong Kong : première étape vers un nouvel ordre mondial de l’information ?	18
Conclusion	22
Recommandations	24

HONG KONG

RÉGION ADMINISTRATIVE SPÉCIALE DE CHINE, SEMI-AUTONOME

- Population : 7,2 millions d'habitants.
- Superficie : 1098 km²
- Langues : chinois (majoritairement cantonnais), anglais (également langue officielle)
- Monnaie : dollar hongkongais

D-PEKIN



A : Le 20 avril 2016, le célèbre quotidien Mingpao, publiait les "Panama Papers" en Une, avec les portraits de personnalités politiques ou économiques locales exposées par les "Papers". Quelques heures après, le journaliste du Mingpao Keung Kwok-yuen était brutalement licencié, sans autre explication de la direction du journal que celle d'un "environnement économique difficile"...

B : Le siège de l'Autorité des communications. Officiellement indépendant, cet organe de régulation des médias collabore avec le pouvoir exécutif afin de faire pression sur les médias trop critiques à l'égard du gouvernement.

C : Bureaux du quotidien *Apple Daily*. Probablement le média en langue chinoise le plus critique envers le régime de Pékin. Nombre de ses journalistes ainsi que son propriétaire, l'homme d'affaires Jimmy Lai, ont été victimes d'agressions et d'intimidation de la part des sbires du Parti communiste chinois.

E : Le 26 février 2014, le journaliste Kevin Lau était sauvagement poignardé par deux individus masqués. Comme pour la plupart des agressions de journalistes, les commanditaires n'ont jamais été appréhendés.

D : Conférence consultative politique du peuple chinois : plus de la moitié des propriétaires de médias à Hong Kong sont membres d'organes politiques nationaux en Chine tels que le Congrès national du peuple et la Conférence consultative politique du Peuple chinois.

INTRODUCTION

Les autorités de Pékin auraient-elles gagné ? Alors que les exactions contre les journalistes se sont multipliées depuis 2012 pour culminer à la fin 2014 avec les réactions au mouvement **Occupy**, l'accalmie observée en 2015 en matière de violences contre les journalistes met paradoxalement en lumière les manigances politiques et financières visant la prise de contrôle de la presse hongkongaise.

Il reste néanmoins difficile de démêler simples soupçons et réalité... D'autant que les ennemis de la liberté de la presse sont quasiment invisibles. Les moyens de démontrer la stratégie continuent de faire défaut : Pékin serait à la manœuvre, s'appuyant sur des hommes liges qui vont au devant des "désirs du prince" ou les font exaucer. Pas besoin, donc, de se montrer réellement, ni même parfois de donner des ordres. L'efficacité de la méthode passe par son opacité.

Dernier exemple en date, l'achat par le fondateur et PDG du site de commerce en ligne Alibaba.com, Jack Ma, du **South China Morning Post**, fondé en 1903 dans ce qui était alors une possession britannique, Hong Kong. Les rumeurs courraient régulièrement. Elles s'étaient faites plus insistantes à l'automne 2015. Le rachat, annoncé à la mi-décembre 2015, serait-il le dernier coup de Pékin sur l'échiquier des médias hongkongais ? Toujours est-il qu'il a ravivé les craintes concernant la liberté des journalistes. Au point que le numéro deux d'Alibaba a éprouvé le besoin de publier une lettre aux lecteurs dans les colonnes du quotidien pour expliquer la démarche du groupe. Démarche généreuse selon lui, puisqu'elle cherche avant tout à épauler le **South China Morning Post** dans sa transition numérique. Certes, mais le nouveau propriétaire s'empresse d'ajouter que le journal est "exceptionnellement bien placé pour couvrir la Chine avec objectivité, profondeur et expertise". De quelle objectivité parle-t-on ? En Chine, le terme est tout sauf neutre. À Hong Kong, il pourrait prochainement signifier "positif à l'égard de tous les propriétaires de médias ayant des intérêts en Chine", et ils sont nombreux.

En 2015, Hong Kong se positionnait au 70^{ème} rang du Classement mondial de la liberté de la presse établi par Reporters sans frontières (RSF), le plus bas niveau enregistré par cette région administrative spéciale de Chine depuis la création du classement en 2002. Ce déclin de la liberté de la presse apparaît comme une fragilisation certaine des piliers démocratiques de l'archipel. Malgré leurs appels réguliers en faveur de la liberté de la presse auprès des autorités locales, les médias hongkongais ne parviennent pas à contrer ce qui apparaît comme une volonté délibérée de la part du pouvoir de protéger le gouvernement de Xi Jinping – l'un des pires ennemis de la presse libre – de toutes les critiques liées à l'intensification des violations de la liberté de la presse sur le territoire de la région administrative spéciale. S'il n'existe toujours pas de "traçabilité" indéniable de l'influence néfaste du gouvernement central sur la liberté de la presse à Hong Kong, n'y a-t-il pas néanmoins des questions méritant d'être posées à nouveau et des collaborateurs de la censure à interroger une fois de plus ?

1 LA " MAIN INVISIBLE " DE PÉKIN

Les journalistes sont-ils rentrés dans le rang ? Si l'on se réfère au nombre de violations de la liberté de la presse, les statistiques enregistrées par RSF en 2015 semblent indiquer une nette amélioration de la situation.

La fin du mouvement **Occupy** s'est accompagnée d'une chute radicale du nombre d'agressions à l'encontre des reporters. Un bilan qualitatif, fondé sur les témoignages de journalistes et d'universitaires contribuant au Classement mondial de la liberté de la presse, révèle toutefois une autre réalité. À la fin de l'année 2015, les journalistes hongkongais déplorent plus que jamais l'autocensure qui continue à gagner du terrain dans les rédactions. Ils craignent pour l'indépendance des médias et leur capacité à demeurer critiques envers la Chine, les grandes fortunes de l'archipel et le gouvernement de Hong Kong. Les recherches approfondies conduites par l'association des journalistes de Hong Kong (HKJA) peignent un tableau tout aussi sombre. Les 537 journalistes interrogés par l'organisation ont évalué la gravité de l'autocensure à 7 sur une échelle de 1 à 10. L'inquiétude règne chaque fois qu'ils doivent aborder un sujet potentiellement négatif pour le pouvoir politique et économique.

La "légèreté" de la couverture médiatique d'un scandale financier de plusieurs dizaines de millions de dollars hongkongais impliquant directement le chef de l'exécutif, Leung Chun-ying, illustre une "pacification" évidente des médias et un déclin tragique de la liberté de la presse dans l'archipel. Le 8 octobre 2014, le journal australien **Sydney Morning Herald** révélait que Chun-ying Leung avait demandé 4 millions de livres sterling (plus de 5 millions d'euros) pour accepter l'acquisition d'une société hongkongaise dont Leung était l'un des cadres dirigeants. Le chef de l'exécutif n'aurait jamais déclaré l'existence de ce paiement au fisc. Le lendemain, seuls quatre quotidiens hongkongais sur une quarantaine publiaient l'information en Une.

QUI SONT LES COLLABORATEURS DE LA CENSURE CHINOISE ?

Pour dénoncer cette réticence de la presse à jouer pleinement son rôle de défenseur de l'intérêt général, nombreux sont ceux qui parlent de l'autocensure des "médias", sans détailler, faute d'information, les processus individuels à l'œuvre. En fait, une décision d'autocensure se fait rarement de concert et, à l'intérieur des rédactions, la situation est souvent contrastée. D'un côté, ceux qui prônent la liberté de la presse et l'indépendance, de l'autre, ceux qui défendent d'autres intérêts, politiques, économiques, voire personnels, et n'hésitent d'ailleurs pas à censurer les premiers, le plus souvent en usant du pouvoir hiérarchique. Ces responsables du déclin de

la liberté de la presse sont relativement peu connus du grand public hongkongais et seulement mentionnés de manière succincte par les médias occidentaux qui s'intéressent à la question. La couverture médiatique et les rapports des diverses organisations de défense de la liberté d'expression se concentrent avant tout sur les victimes. En conséquence, les auteurs, instigateurs ou complices de la censure et des atteintes à la liberté de l'information demeurent la plupart du temps à l'abri, dans les entreprises de presse ou les institutions au sein desquelles ils opèrent. Exempts d'une notoriété qui leur serait préjudiciable et rendrait plus difficile leur stratégie de contrôle de l'information, les ennemis de la presse parviennent à censurer les voix critiques en toute tranquillité.

Des journalistes sont censurés ou démis de leur poste ? Les médias où se déroulent les faits sont plus souvent cités que les individus à l'origine des décisions. Des présentateurs de programmes d'information sont intimidés ? On parle de messages adressés par le "gouvernement" ou d'avertissements lancés par "l'administration", sans s'attarder sur les auteurs de ces avertissements. Et lorsque les conflits d'intérêts de propriétaires de médias ou les intérêts commerciaux d'entreprises privées présentes en Chine continentale sont exposés, ce sont "l'entreprise" et "Pékin" qui sont alors accusés d'être à la manœuvre, à défaut de pouvoir désigner les cadres dirigeants de ces entreprises ou les officiels du Parti communiste directement impliqués.



2 CENSEURS SOUS OBSERVATION

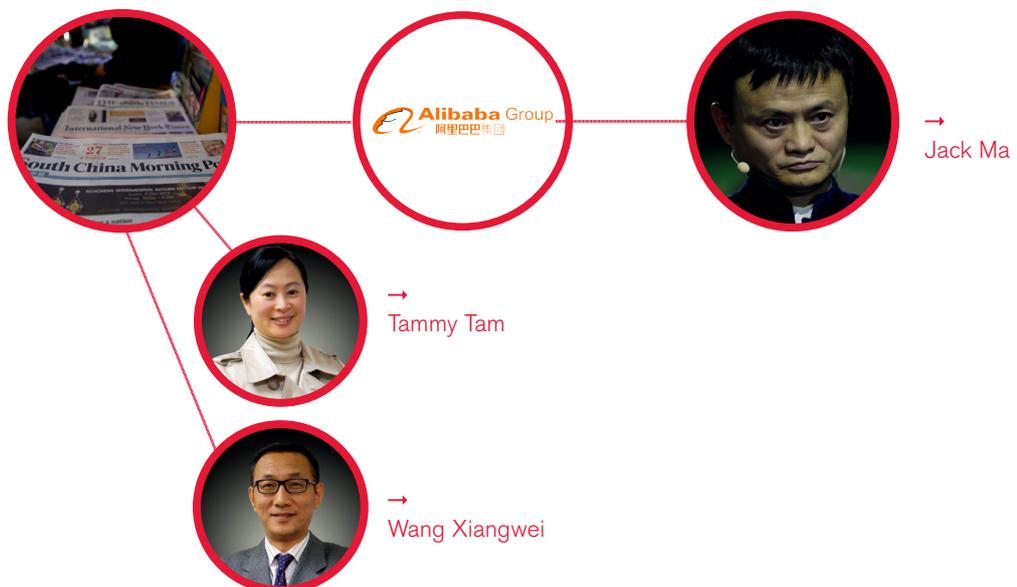
Reporters sans frontières revient sur les situations préoccupantes de plusieurs médias de la presse écrite et audiovisuelle hongkongaise. L'organisation appelle tous les médias à ne pas abandonner la recherche d'informations qui pourraient permettre l'identification des causes et des individus à l'origine de l'accroissement de l'autocensure au sein de ces médias. Ces derniers doivent également demander des garanties afin d'assurer leur indépendance éditoriale.

- UN JOURNAL PURGÉ DE SES MEILLEURS ÉLÉMENTS

📰 **Média :** South China Morning Post (SCMP)

🏠 **Propriétaire :** Alibaba Group Holding Limited

⚠️ **Sous observation :** Jack Ma (actionnaire principal), Tammy Tam (rédactrice en chef), Wang Xiangwei (conseiller éditorial)



L'acquisition du quotidien par le milliardaire Jack Ma, pour la modique somme de 100 millions de dollars (US), n'est pas pour rassurer les défenseurs de la presse libre. Malmené par l'homme d'affaires Robert Kuok, qui avait racheté le journal à Rupert Murdoch en 1993, le *South China Morning Post* avait subi plusieurs vagues de départs de journalistes se plaignant de la censure imposée par leur hiérarchie. À partir de 2012, avec la nomination de Wang Xiangwei à la tête de la rédaction et le départ de grandes figures du journal telles que Paul Mooney, la situation s'est encore dégradée. En 2015, près d'une trentaine de journalistes, y compris toute l'équipe de l'édition internationale, ont quitté le quotidien. Le journal s'est entiché de personnalités controversées, tel Cannix Yau, ancien conseiller du cabinet du chef de l'exécutif CY Leung, ou encore Billy Tianbo Huang, ex-journaliste pour l'agence de presse Xinhua et MediaCorp, groupe de média "privé" mais détenu par le gouvernement de Singapour. Tammy Tam, qui succède aux quatre années de censure sous la coupe de Wang Xiangwei, a elle aussi un bilan controversé qui lui vaudrait le surnom de "secrétaire du Parti" de la part de certains de ses confrères. Dans une séance de questions-réponses avec les journalistes du SCMP, Joseph Tsai, vice-président d'Alibaba, a confirmé que le groupe souhaitait corriger la vision biaisée de la Chine relayée par les médias occidentaux : "De nombreux journalistes travaillant pour ces organisations occidentales n'approuvent pas le système de gouvernance en Chine et cela affecte leur vision et leur couverture. Nous voyons les choses différemment, nous pensons que les choses devraient être présentées comme elles le sont (véritablement). Présenter les faits, dire la vérité, voilà les principes que nous allons appliquer", avait affirmé Joseph Tsai, jetant implicitement le discrédit sur l'ensemble de la presse étrangère couvrant la Chine.

Recommandations au média :

Obtenir des explications de Wang Xiangwei sur les départs de journalistes dénonçant la censure opérée en interne.

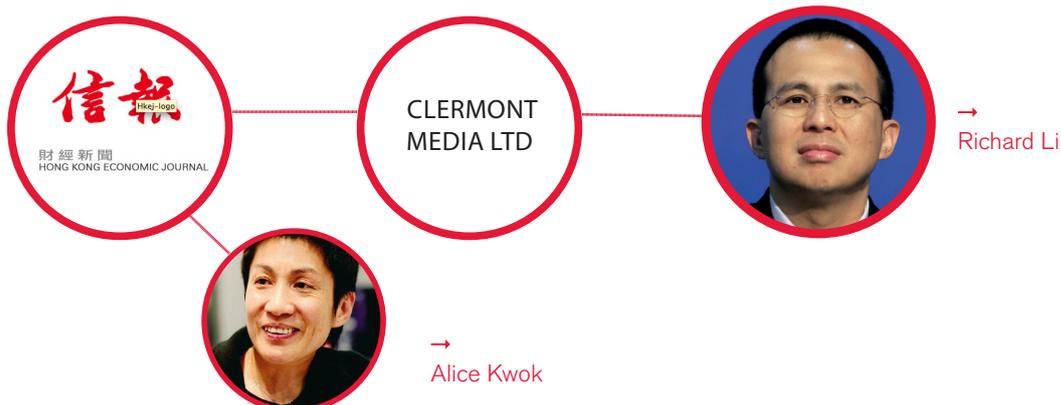
Demander à Jack Ma de signer une charte éthique garantissant l'indépendance éditoriale du journal

• **DES PROPRIÉTAIRES TRÈS "ACTIFS"**

 **Média :** Hong Kong Economic Journal (HKEJ)

 **Propriétaire :** Clermont Media Limited

 **Sous observation :** Richard Li (actionnaire principal), Alice Kwok (rédactrice en chef), la direction du journal.



L'acquisition de la moitié des parts du *HKEJ* par l'homme d'affaires Richard Li Tzar-kai remonte à 2006. À cette époque, le milliardaire avait promis que le journal ne souffrirait d'aucune ingérence éditoriale. Pourtant, depuis août 2013 et la nomination d'Alice Kwok à la tête de la rédaction, le journal censure ses collaborateurs de manière croissante. Alice Kwok avait fait l'objet d'une enquête de la Hong Kong Journalists Association sur l'autocensure de la chaîne *Metro Finance*, en 2003, alors qu'elle en dirigeait la rédaction.

Quelques semaines après l'arrivée de la journaliste, le rédacteur en chef adjoint Yuen Yiu-ching et son équipe de trois reporters démissionnent, dénonçant la censure de leur article exposant la couverture biaisée en faveur du chef de l'exécutif hongkongais par la chaîne publique TVB. En février 2014, Edward Chin Chi-kin, chroniqueur pour le quotidien depuis près de neuf ans, reçoit une lettre du *HKEJ* lui conseillant de n'écrire que sur les sujets financiers. Refusant d'obéir à cette injonction, le journaliste se voit informé par email de la suppression de sa chronique en septembre 2014. La direction du quotidien a par la suite expliqué que la nouvelle mise en page était à l'origine de cette décision... En mars 2014, Chan Ka-ming, un autre chroniqueur, dénonce le refus de son article *Done messing with Hong Kong, Hong Kong is done* par sa "hiérarchie". Ses écrits critiquaient les propos négatifs tenus par le père du propriétaire du *HKEJ* à l'encontre du mouvement Occupy.

Recommandations au média :

Obtenir des explications de la rédactrice en chef Alice Kwok sur les départs de journalistes dénonçant la censure opérée en interne.

Demander à Richard Li de signer une charte éthique garantissant l'indépendance éditoriale du journal.

• UN POUVOIR EXÉCUTIF PROMPT À LA PRESSION

 **Média :** Commercial Radio Hong Kong (CRHK)

 **Propriétaire :** George Ho

 **Sous observation :** CY Leung (chef de l'exécutif, gouvernement de Hong Kong), l'Autorité des communications (CA), Rita Chan Ching-han (directrice générale), Stephen Chan Chi-wan (conseiller en chef de la station)



Depuis 2013, **Commercial Radio**, l'une des deux seules stations de radio privées de Hong Kong, a fait l'objet de nombreux avertissements à propos d'émissions sur la politique locale, en premier lieu de la part du chef de l'exécutif, CY Leung. Ce dernier s'est notamment plaint de l'émission de l'une des présentatrices vedettes de la radio, **Li Wei-ling**. Les pressions du gouvernement ne s'arrêtent pas aux messages envoyés à la station. À travers l'Autorité des communications, organe de régulation des médias en charge du renouvellement des licences, le gouvernement aurait exercé des pressions sur la station afin qu'elle mette "hors d'état de nuire" ses journalistes les plus critiques. Et de fait, **Commercial Radio** supprime le programme d'information de Li Wei-ling en novembre 2013, pour finalement la licencier en février 2014. La journaliste, qui avait déclaré que plusieurs responsables du gouvernement l'avaient avertie et exhortée à faire "attention à son travail", a été fortement critiquée par sa direction. Deux cadres dirigeants, Rita Chan et Stephen Chan, ont rejeté ses allégations tout en accusant Li Wei-ling d'avoir "meurtri" Hong Kong...

📄 Recommandations au média

Faire toute la lumière sur le processus ayant mené au licenciement de Li Wei-ling et sur la possible intervention du chef de l'exécutif CY Leung.

Demander à l'Autorité des communications des mesures concrètes visant à garantir l'indépendance dont elle se prévaut en matière de régulation des médias.



• **DES BANQUES TRÈS "COMMERCIALES"**

📰 **Média** : Apple Daily

🏠 **Propriétaire** : Next Digital Limited

⚠️ **Sous observation** : HSBC (client publicitaire), agresseurs anonymes, commanditaires anonymes, Standard Chartered (client publicitaire), Bank of East Asia (client publicitaire) Hang Seng Bank (client publicitaire)



Apple Daily est l'une des cibles principales des manifestants "anti-Occupy". Le média, connu pour son ton critique vis-à-vis de Pékin, est fréquemment visé par des attaques physiques. Mais d'autres méthodes de représailles sont également prisées par ses ennemis : pressions économiques, destructions des copies du journal, cyberattaques et menaces de mort. Reprenons le fil. En juin 2013, le propriétaire du quotidien progressiste, Jimmy Lai, est attaqué à son domicile. Un individu lance une voiture volée

contre le portail de sa maison, à Kowloon. L'homme laisse une hache et une machette en évidence sur les lieux avant de prendre la fuite. À la fin de l'année 2013, deux banques internationales, HSBC et Standard Chartered, ainsi que deux filiales de HSBC, Bank of East Asia et Hang Seng Bank, mettent fin aux contrats publicitaires établis de longue date avec le quotidien, le tout sans logique apparente... Selon les banques, les raisons de ces retraits seraient uniquement commerciales. La perte financière de ces clients, qui constituaient la première source de revenus publicitaires du média, équivaldrait à 3,6 millions de dollars HK (plus de 400 000 euros). Les publicités finançaient non seulement le quotidien imprimé mais aussi les magazines et le site internet du groupe Next Media, éditeur d'**Apple Daily**. En juin 2014, une cyber-attaque de grande ampleur est menée contre le site du média, quelques jours avant le lancement d'un référendum en ligne par le site **popvote.hk** sur les élections de 2017. À partir du 11 octobre 2014, des manifestants encerclent les locaux du journal pour empêcher sa parution. Malgré l'injonction d'un tribunal de Hong Kong, les manifestants maintiendront leur siège pendant plusieurs jours avant que la police n'intervienne sans pour autant effectuer la moindre arrestation, d'ailleurs... Une semaine après la levée du siège, des individus déversent des tonneaux de sauce de soja sur des exemplaires du journal prêts à être distribués. Mais encore une fois, la police ne procède à aucune arrestation... Le 12 novembre, des individus agressent Jimmy Lai en lui lançant au visage des organes d'animaux. Enfin, dans la nuit du 12 janvier 2015, deux individus non identifiés lancent des bombes incendiaires sur le portail de la résidence de Jimmy Lai. Cinq minutes plus tard, d'autres bombes artisanales visent la rédaction d'**Apple Daily**. Quatre suspects sont entendus par la police mais aucune suite n'est donnée à ces interpellations.

Recommandations :

Réitérer les demandes auprès de la justice afin d'en finir avec l'impunité des crimes commis contre les membres de la rédaction du journal.

Demander à nouveau des explications aux banques HSBC et Standard Chartered sur le retrait de leurs publicités dans le journal.

• **DES AGRESSEURS TRÈS ANONYMES**

 **Média :** *Hong Kong Morning News*

 **Propriétaire :** *Hong Kong Morning News Media Group*

 **Sous observation :** Chung Wai-chung, agresseurs anonymes, commanditaires anonymes

Les agressions ciblant des journalistes et des patrons de presse, en nette augmentation, ont pour but de dissuader de nouvelles initiatives de médias indépendants. Le 19 mars 2014, quatre hommes armés de barres de fer attaquent les deux cadres dirigeants du *Hong Kong Morning News Media Group* alors qu'ils déjeunent dans le quartier touristique de Kowloon. Lei Lun-han, 46 ans, et Lam Kin-ming, 54 ans, travaillaient au lancement d'un nouveau quotidien. Dans un communiqué de presse, les associés avaient déclaré qu'Hong Kong avait "besoin d'un média équilibré et crédible". Peu après l'attaque, en mai 2014, le groupe *Hong Kong Morning News Media* sera dissout.

Trois suspects sont arrêtés puis déférés devant un juge le 1^{er} décembre 2014. L'un d'eux, Chung Wai-chung, 22 ans, commis de cuisine, admet avoir perpétré l'attaque à la demande de l'épouse d'un homme avec qui Lei Lun-han aurait eu une liaison

extra-conjugale, une assertion immédiatement démentie par la journaliste. Malgré les appels d'organisations de défense de la presse, dont les inquiétudes ont été relayées par le vice-président du Conseil législatif au lendemain de l'attaque, aucune avancée dans l'identification du/des commanditaire(s) de l'attaque n'a été observée.

 **Recommandations :**

Demander à la justice d'enquêter sur les commanditaires de l'attaque contre Lei Lunhan et Lam Kin-ming et de ne pas se contenter des condamnations de ses auteurs.

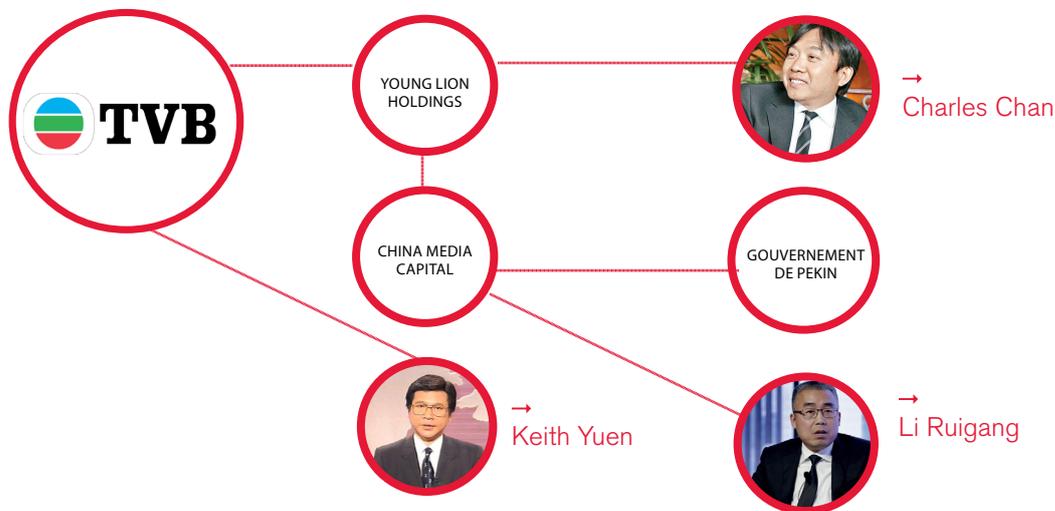
• **UNE DIRECTION TRÈS "POLITIQUE"**

Bientôt CCTV Hong Kong ?

 **Média :** Television Broadcasts Limited (TVB)

 **Propriétaire :** YOUNG LION HOLDINGS

 **Sous observation :** Keith Yuen (directeur de l'information), Li Ruigang (actionnaire majoritaire), Charles Chan (président), la direction de la chaîne



Le 15 octobre 2014, la diffusion d'une vidéo par la chaîne de télévision TVB montrant sept officiers de police passant à tabac le militant pro-démocrate Ken Tsang a constitué l'un des faits les plus représentatifs de l'influence du pouvoir politique sur la presse audiovisuelle en 2014. Peu de temps après la diffusion de la vidéo, son titre est modifié et la mention de « coups de poings et coups de pieds » reçus par le militant disparaît à la demande du chef du département de l'information de la chaîne, Keith Yuen. Après des disputes internes, la version définitive de la vidéo, diffusée le soir, parle de "mouvement des poings et de coups de pieds". Un mois plus tard, le journaliste **Ho Wing-hong**, responsable de la diffusion de la vidéo, est rétrogradé au rang de "senior research officer" — bref, mis au placard. **Chris Wong**, journaliste expérimenté et signataire d'un courrier adressé à la direction de la TVB pour contester la censure de la vidéo, se voit retiré la direction de deux programmes. En avril 2015, la

TVB annonce la nomination de Li Ruigang à la présidence de la chaîne. Le magnat des médias, surnommé "le Rupert Murdoch de Chine", propriétaire de l'imposant Shanghai Media Group, devient l'actionnaire majoritaire de la chaîne, déclenchant l'inquiétude de nombreux journalistes. Li Ruigang est en effet un proche du Parti communiste chinois, ayant brièvement occupé le poste de Secrétaire général adjoint du bureau du Parti communiste de Shanghai en 2011. La chaîne semble également jouir d'un traitement de faveur de la part des autorités. En avril 2015, le Conseil exécutif du gouvernement décide d'accorder le renouvellement de la licence de diffusion de la chaîne jusqu'en 2027, un mois après avoir refusé le renouvellement de la licence d'Asia Television (ATV). Par cette décision des autorités, TVB acquiert le quasi-monopole du segment "free-to-air" seul canal de diffusion gratuite de l'archipel.

Recommandations :

Faire toute la lumière sur le processus ayant mené à la modification des commentaires de la vidéo et à la rétrogradation de Ho Wing-hong et Chris Wong.

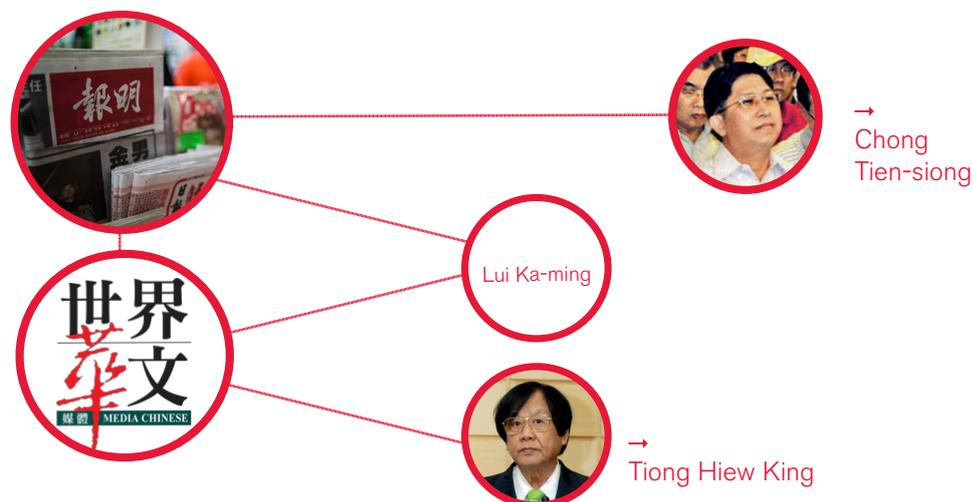
Demander à Li Ruigang de signer une charte éthique garantissant l'indépendance éditoriale de la chaîne.

• DES PROPRIÉTAIRES QUI SIÈGENT DANS LES INSTITUTIONS À PÉKIN

 **Média :** Ming Pao

 **Propriétaire :** Media Chinese International Limited

 **Sous observation :** Chong Tien-siong (rédacteur en chef), Lui Ka-ming (directeur d'édition), Tiong Hiew King (actionnaire principal), la direction du quotidien



Au quotidien Ming Pao, la censure est devenue monnaie courante depuis l'attaque au couteau dont le journaliste Kevin Lau avait été victime en février 2014. Quelques semaines auparavant, le journaliste avait été contraint de céder sa place à la tête

de la rédaction au journaliste malaisien Chong Tien-siong, originaire de Singapour, en janvier 2014. La nomination de ce dernier est vivement contestée par la rédaction. Une pétition est signée par 90 % des salariés du quotidien. Pourtant, aucune justification n'est apportée par les dirigeants du journal quant à cette nomination polémique. Pour répondre au mécontentement général, Chong Tien-siong est nommé "rédacteur principal" en mai 2014. Puis il devient rédacteur en chef à partir du 1^{er} janvier 2015. Entre temps, le journaliste, épaulé par le directeur éditorial de l'édition canadienne du **Ming Pao**, Lui Ka-ming, censure ses subordonnés à tout va. Lui Ka-ming ira même jusqu'à interrompre l'impression du quotidien pour remplacer le titre de l'article en Une portant sur les manifestations pro-démocratie du 1^{er} juillet. Le 2 février 2015, Chong Tien-siong remplace la Une présentant un rapport du gouvernement canadien sur le massacre de Tian'anmen par un article s'intéressant à l'altruisme dont l'entreprise chinoise Alibaba fait preuve envers les créateurs d'entreprise hongkongais ! Racheté en 1995 par le milliardaire malaisien Tiong Hiew King – dont le groupe de médias Sin Chew a le quasi-monopole de la presse en langue chinoise en Malaisie depuis près de 10 ans – *Ming Pao* fait aujourd'hui partie des médias locaux détenus par des propriétaires siégeant à l'un des organes du gouvernement de Pékin, tels que l'Assemblée nationale populaire ou la Conférence consultative politique du peuple chinois. Cette dernière est censée représenter le peuple chinois auprès des cadres du Parti. Ses 2000 membres n'ont aucun pouvoir législatif, mais ils sont proches des dirigeants politiques.

 **Recommandations :**

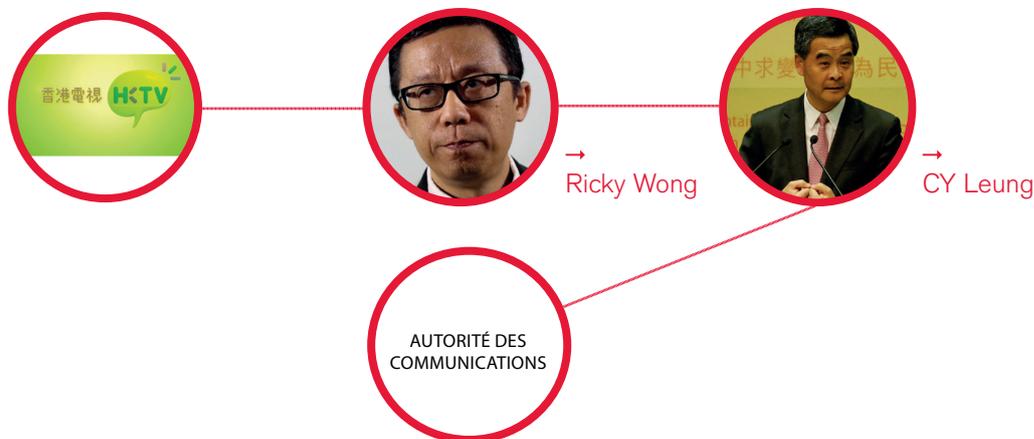
Demander à la justice d'enquêter sur les commanditaires de l'attaque contre Kevin Lau.

Demander à Tiong Hiew King de signer une charte éthique garantissant l'indépendance éditoriale du journal.



• **UNE AUTORITÉ DES COMMUNICATIONS TRÈS PROCÉDURIÈRE**

 **Média :** Hong Kong Television Network Limited (HKTV)



 **Propriétaire :** Ricky Wong

 **Sous observation :** Autorité des communications (CA), CY Leung (chef de l'exécutif), commanditaires anonymes

Depuis 2013, le régulateur des médias refuse d'accorder une licence de diffusion à la chaîne de télévision **Hong Kong Television Network (HKTV)**. Après avoir essuyé le refus du bureau de l'Autorité des communications en octobre 2013, HKTV fait appel de la décision devant la Haute Cour de Hong Kong. En avril 2014, cette dernière tranche en faveur du média en affirmant que le refus de l'administration de CY Leung est illégal. Le gouvernement fait appel de cette décision. En novembre 2014, HKTV lance sa plateforme de **streaming** après la délivrance d'une licence de télévision mobile en décembre 2013. Mais au cours d'une réunion avec le président de HKTV, Ricky Wong, en janvier 2014, l'Autorité des communications déclare qu'une licence de télévision mobile est insuffisante, en raison du nombre élevé de téléspectateurs prévu par la chaîne... Au delà de 5000 foyers en effet, la loi sur la diffusion audiovisuelle (Broadcasting Ordinance) impose une licence "*free-to-air*".

 **Recommandations :**

Demander à l'Autorité des communications qu'elle accorde enfin une licence de diffusion à HKTV.

Demander à l'Autorité des communications des mesures concrètes visant à garantir l'indépendance dont elle se prévaut en matière de régulation des médias.

À QUI PROFITE LE CRIME ?

Telle est la question qui reste posée par de nombreux cas d'agressions de journalistes et d'actes de censure. Défenseurs de la liberté de la presse et autorités hongkongaises ont une réponse bien différente...

Le cas de Kevin Lau, journaliste du *Ming Pao*, est révélateur du refus des autorités de reconnaître les menaces qui pèsent sur la liberté de l'information et que les organisations représentatives de la presse hongkongaise dénoncent de plus en plus vigoureusement chaque année. Depuis le 26 février 2014, date de l'agression (ou tentative d'assassinat, selon les interprétations) du journaliste, la société civile dénonce la plus violente attaque contre un journaliste depuis des décennies. Kevin Lau avait été sauvagement agressé par deux motards alors qu'il sortait de sa voiture dans une rue du quartier résidentiel de Sai Wan Ho. Muni d'un couteau de boucher, le passager de la moto s'était jeté sur le journaliste, le blessant grièvement au dos et aux jambes. La piste la plus crédible pour établir le mobile de l'attaque ? Le fait que durant les deux ans pendant lesquels Kevin Lau était à la tête de la rédaction du *Ming Pao*, le journal avait enquêté sur des malversations financières du chef de l'exécutif et participé à une enquête menée par le Consortium of Investigative Journalists sur les fortunes *off shore* de proches et membres de familles de responsables du Parti communiste chinois. Toujours est-il que près de deux ans après les faits, deux individus ont certes été condamnés à 19 ans de prison, mais sans que les motifs de l'agression n'aient été

explicités par les deux accusés, ni que le ou les commanditaires n'aient été

identifiés. Officiellement, il ne s'agit donc que d'une simple agression à l'arme blanche, qualifiée par la police "d'attaque ayant pour but de mutiler et non de tuer, d'envoyer un avertissement".

Les accusés, deux Hongkongais se déclarant plombiers, ont affirmé avoir été torturés par la police en Chine continentale, où ils avaient été arrêtés le 8 mars 2014 et détenus plus d'une semaine avant d'être transférés à Hong Kong. Malgré sa sévérité, le verdict prononcé par le juge Esther Toh le 21 août 2015 ne reconnaît pas dans les faits une attaque contre la liberté de la presse et ne rend que partiellement justice à Kevin Lau et aux professionnels des médias, puisque le mystère de l'identité des commanditaires de l'attaque n'a pas été élucidé. Et les seules questions qui pourraient permettre d'établir des pistes sérieuses quant aux donneurs d'ordre (à qui profite le crime ? De qui Kevin Lau s'était-il fait l'ennemi ?), ont cessé d'être posées par la justice hongkongaise après la condamnation des auteurs de l'attaque. Les autorités policières et judiciaires n'ont d'ailleurs divulgué aucune information sur l'éventuelle élaboration d'une liste de suspects potentiels. En conséquence, le travail journalistique de Kevin Lau est aujourd'hui la seule base solide pour une enquête sur les commanditaires de son agression. Bien que le Consortium of Investigative Journalists se soit lui-même abstenu de toute spéculation, chacun des individus mis en cause par son enquête, de même que les responsables avec qui ces individus entretiennent des relations, sont des commanditaires plausibles de l'attaque contre Kevin Lau.

3 HONG KONG : PREMIÈRE ÉTAPE VERS UN NOUVEL ORDRE MONDIAL DE L'INFORMATION ?

Selon le Classement mondial de la liberté de la presse établi par Reporters sans frontières, entre 2002 et 2015, Hong Kong est passé de la 18^{ème} à la 70^{ème} place. Même si l’empreinte de Pékin apparaît seulement en filigrane, les difficultés croissantes rencontrées par les médias hongkongais dans leur couverture des affaires chinoises montrent que le combat pour la liberté de l’information se joue désormais en dehors de la Chine populaire. La lutte contre la censure implique donc désormais de déjouer la stratégie de la Chine pour qu’elle ne muselle pas l’information ni n’impose sa propagande hors de ses frontières.

Cela fait des années que la Chine a l’objectif d’établir un “nouvel ordre mondial de l’information”. Elle y occuperait une position centrale et aurait le pouvoir de façonner l’opinion à sa guise. Ce but et la stratégie pour y parvenir avaient été mentionnés par Li Congjun, président de l’agence de presse chinoise **Xinhua** (jusqu’en 2014) et membre actuel du comité central du Parti communiste chinois, dans une tribune publiée en 2011 par le **Wall Street Journal**.¹Arguant d’un ordre mondial “injuste et irrationnel”, Li Congjun prône l’application de quatre principes directeurs censés rétablir le déséquilibre du flux d’information : “l’impartialité”, “le tous-gagnants”, “l’inclusion” et “la responsabilité”, puisque le flux se limite aujourd’hui à aller “de l’Occident vers l’Orient, du nord vers le sud, des pays développés vers les pays en développement”.

Cette volonté s’est également illustrée au cours du voyage de Xi Jinping aux États-Unis en septembre 2015. Le leader chinois a ainsi affiché sa volonté d’imposer son pays sur le front des nouvelles technologies de l’information. Le président chinois, qui est également à la tête du **Central Leading Group for Internet Security and Informatization**, un organe affilié au Comité central du Parti, a notamment rencontré les géants américains Microsoft, Apple et Amazon afin de discuter de “gouvernance du Net”, un sujet prioritaire pour la Chine, qui considère les entreprises étrangères dans ce secteur comme des menaces potentielles à sa souveraineté.

La stratégie chinoise de contrôle de l'information s'est considérablement accélérée au cours des cinq dernières années. Elle se décline sous différentes formes. La Chine a d'abord renforcé sa capacité à contrôler la présence et les modalités opératoires des entreprises étrangères actives dans le secteur du Net sur son territoire. La Chine est à l'origine du **World Media Summit**, un rassemblement des leaders du monde des médias qualifié de "Jeux olympiques des médias" et entièrement conçu, organisé et financé depuis 2009 par l'agence officielle **Xinhua**. Il en va de même pour la **World Internet Conference**, lancée en 2014 et accueillie par la Chine. Si l'accent de la conférence est mis sur le volet commercial, la conférence constitue également une occasion pour les dirigeants chinois d'aborder un certain nombre de régulations auxquelles ils entendent soumettre les acteurs étrangers. À la fin de l'année dernière, un millier d'entrepreneurs, dont certains leaders mondiaux du secteur des technologies de l'information et de la communication, ont défilé à Wuzhen, la ville où s'est tenue la conférence. Même Facebook était représenté, alors que le réseau social est interdit d'accès sur le territoire chinois... Ne reculant devant aucune contradiction, les autorités avaient pour l'occasion levé la censure à Wuzhen même, permettant ainsi aux visiteurs étrangers d'utiliser les réseaux sociaux tels que Twitter et Facebook et de publier des vidéos sur YouTube !

En intégrant le club mondial des géants du Net et des technologies de l'information et de la communication et en rejoignant le cercle fermé des grandes puissances de l'information et des médias, Pékin s'assure donc une assise et une légitimité qui lui permettent de filtrer encore plus efficacement les informations sensibles et les critiques à l'encontre des dirigeants du Parti. Désireuses d'intégrer ce nouvel eldorado qu'est le marché des internautes chinois, de nombreuses entreprises étrangères du Net n'hésitent pas à affranchir la Chine de certaines "contraintes" concernant la liberté d'information.

L'autre facette de la stratégie chinoise en matière de contrôle de l'information consiste à déployer des efforts considérables pour exporter son modèle et façonner l'information à l'extérieur de ses frontières. Et ils semblent bien engagés. En Inde, le gouvernement de Narendra Modi a annoncé en mars 2015 son intention d'ouvrir une université de journalisme à l'image de la **Communication University of China**, qui inculque aux étudiants en journalisme l'angle du Parti et est présidée par d'anciens membres du Département de la propagande. En septembre 2014, le média allemand **Deutsche Welle (DW)** avait pour sa part annoncé son intention d'établir un partenariat avec le groupe national CCTV, pilier de la propagande étatique chinoise. L'accord comprenait un contrat de partage de contenus afin d'accroître le rayonnement du groupe allemand en Chine. Quelques mois plus tôt, une blogueuse chinoise exilée en Allemagne et collaboratrice du média depuis 2010 avait été remerciée par **DW**. Aujourd'hui, **DW**, qui affirme avoir mis un terme à sa coopération avec CCTV, continue d'employer au sein de son service chinois des reporters très controversés, dont un journaliste soupçonné d'être membre du Parti communiste chinois.

Au-delà du contrôle des médias, le contrôle du Net est lui aussi exporté par Pékin. Baidu, premier moteur de recherche chinois qui détient le quasi-monopole du marché depuis le retrait de Google en 2010, permet aux autorités chinoises de contrôler les informations accessibles aux internautes chinois et ainsi de censurer toute information jugée trop néfaste pour le Parti. En juillet 2014, Baidu, véritable fer de lance de la censure du Net, pénètre le marché brésilien avec le lancement d'une

version portugaise, Busca. Le Brésil devient ainsi le deuxième pays étranger après le Japon à "bénéficier" des services du moteur de recherche chinois. Les effets ne se sont pas faits attendre, puisqu'il fut rapidement avéré que les résultats de recherche concernant Tian'anmen ou le Falun Gong étaient purgés de tout contenu "sensible" et relayaient abondamment les contenus produits par le **Quotidien du peuple** (**Renmin ribao**) en ligne. Cette censure "extra-territoriale" aurait disparu après les protestations de nombreux internautes au Brésil et dans le reste du monde, même si la société a très probablement gardé les capacités techniques de la mettre en place à nouveau.

Aux États-Unis, la victoire de Baidu, à l'issue d'une *class action*, en 2014, a constitué une étape décisive dans la progression internationale de la censure chinoise. L'affaire **Zhang v. Baidu.com Inc.** opposait le moteur de recherche chinois à un groupe de militants pro-démocratie américains qui l'accusaient de supprimer illégalement les contenus traitant de la démocratie en Chine afin de les rendre inaccessibles aux internautes basés aux États-Unis. Dans son verdict, rendu le 28 mars 2014, la cour fédérale du district sud de New York a considéré que Baidu faisait usage de son "appréciation éditoriale" en décidant quels contenus étaient publiés par le moteur de recherche, établissant ainsi une jurisprudence pour le moins inquiétante et renforçant l'immunité de l'entreprise chinoise à l'étranger.





They can't **KILL**

but **SILENCE**

**FREEDOM
ISN'T**





HONG KONG FREE PRESS

Quand un journaliste étranger importe la liberté de la presse à Hong Kong

Fondé par Tom Grundy, journaliste britannique et auteur du site Hongwong.com, Hong Kong Free Press (HKFP) est un nouveau média en ligne indépendant qui s'est donné pour mission d'offrir une tribune aux voix critiques de la vie politique hongkongaise et chinoise, dont l'espace d'expression s'est considérablement réduit au cours des deux dernières années. La création de HKFP, rendue possible grâce à une campagne de financement participatif, intervient dans un contexte de troubles politiques et d'incertitudes quant à l'avenir démocratique de la région et la préservation de la liberté de la presse. Le 1er juin 2015, avant même son lancement et alors qu'aucun contenu critique ne figurait sur le site, HKFP a fait l'objet d'une cyber-attaque de type DDoS, rendant le site inaccessible pendant une demi-journée. Cela n'a pas entamé la détermination de HKFP "d'être aussi

impartial que possible et d'accueillir des voix de tous bords du débat politique", déclare Tom Grundy dans un communiqué publié dans la foulée de la cyber-attaque. Depuis, HKFP a été bloqué en Chine et ses journalistes ont été bannis, aux côtés d'autres médias en ligne, des conférences de presse du gouvernement.

Après seulement quelques mois d'activités, HKFP a déjà publié sur de nombreux sujets sensibles tels que la liberté académique, la répression des avocats en Chine, la disparition de cinq éditeurs et libraires hongkongais, les troubles à Mong Kok et élections locales. HKFP a également réalisé des reportages exclusifs sur les dépenses inconsidérées du gouvernement, les problèmes de sécurité à l'aéroport et un enregistrement audio mettant en cause le président de l'Assemblée législative.

CONCLUSION

L'article 27 de la Loi fondamentale – l'équivalent d'une Constitution pour la région administrative spéciale de Hong Kong – ainsi que l'article 19 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, dont la Chine est signataire garantissent en théorie la liberté d'expression et de l'information pour tous les médias et journalistes locaux et étrangers à Hong Kong. Mais la détermination de Pékin à étendre sans plus attendre son contrôle sur l'information dans l'archipel semble plus forte. En maintenant son influence politique directe sur les institutions hongkongaises et en développant sa politique d'accaparement financier des principaux médias, le régime de Xi Jinping est en passe d'accomplir le rêve de Pékin depuis la rétrocession en 1997 : cimenter son emprise sur le secteur des médias (et des télécommunications) dans le but de forger l'opinion publique. Cette dernière doit suivre la ligne officielle du Parti communiste chinois. Un point c'est tout.

Pour satisfaire cette ambition, les autorités ont besoin de complices et de partenaires locaux, qu'il s'agisse d'hommes d'affaires ayant des intérêts économiques en Chine, de journalistes ralliés à l'idéologie du Parti ou simplement corrompus par lui, ou encore de personnalités politiques clés au plus haut niveau de l'administration locale et de l'appareil de l'État. En avançant à couvert, la Chine rend difficile l'identification de tous les acteurs locaux responsables du déclin de la liberté de la presse.

Si les défenseurs de la liberté de l'information comme Reporters sans frontières ne sont pas assez fous pour espérer qu'un jour la Chine, en tant que nation, soit sanctionnée pour "ingérence éditoriale", "violation du principe d'indépendance" vis-à-vis de la presse hongkongaise et "agressions de journalistes" ils sont néanmoins en droit d'attendre des autorités hongkongaises qu'elles identifient et punissent les commanditaires de la tentative d'assassinat de Kevin Lau et des autres agressions de journalistes, et qu'elles demandent des comptes à certains cadres dirigeants et propriétaires de médias adeptes de censure et d'ingérence éditoriale quotidiennes.

Sans de nouvelles enquêtes judiciaires – mais aussi journalistiques – poussées, les auteurs et commanditaires d'atteintes à la liberté de la presse resteront impunis, ceux qui collaborent dans l'ombre avec la censure chinoise demeureront invisibles aux yeux du grand public et de nombreuses zones grises, telles que la nature des liens entre des dirigeants du Parti et certains responsables et hommes d'affaires hongkongais, subsisteront. Il est aujourd'hui indispensable de ne plus se contenter de déclarer que "Pékin" est à la manœuvre. Il faut rechercher systématiquement qui se cache derrière les coups portés à la liberté de la presse. Il est urgent de dénoncer tous ceux qui participent directement ou indirectement à ces atteintes et de faire surgir une vérité incontestable, permettant d'exposer la stratégie de contrôle de l'information et de conquête – nationale, mais surtout, désormais, internationale – du Parti communiste chinois.

RECOMMANDATIONS

Reporters sans frontières dénonce le contrôle grandissant de la Chine au sein de la région administrative spéciale de Hong Kong et demande que la liberté d'expression et la liberté de la presse soient dûment respectées. L'organisation réitère son soutien à l'association des journalistes de Hong Kong (HKJA) et à tous les défenseurs de la liberté de la presse et de l'information.

REPORTERS SANS FRONTIÈRES RECOMMANDE

25

Aux autorités hongkongaises de :

- lutter contre les violences à l'encontre des journalistes en arrêtant et traduisant en justice les auteurs et commanditaires d'agressions et de menaces à l'encontre des professionnels de l'information
- ne pas clore un dossier d'attaque à l'encontre d'un journaliste ou d'un média tant que les commanditaires de l'attaque n'ont pas été identifiés
- changer radicalement de politique en matière de liberté de la presse en :
 - permettant aux médias d'obtenir les licences dont ils font la demande en bonne et due forme
 - instaurant une loi d'accès à l'information et de transparence selon les recommandations des organisations locales de défense de la liberté de la presse et de l'information
 - travaillant en collaboration étroite avec les associations de défense de la presse sur une loi de protection de la liberté de l'information
 - cessant de porter atteinte au droit d'informer et au droit à l'information, en mettant un terme aux discriminations à l'encontre de certains médias et aux différentes formes de censure et de contrôle abusif de l'information, notamment lors des conférences de presse.

Aux médias hongkongais de :

- tout mettre en œuvre afin de prévenir le risque de pressions extérieures, qu'elles soient politiques ou économiques, et de dénoncer publiquement toute ingérence éditoriale dont ils feraient l'objet
- s'appuyer sur les organisations locales et internationales de défense de la liberté de la presse afin de résister aux pressions dont ils font l'objet. Aucune pression n'est inéluctable.
- adopter des chartes éthiques à faire signer par le/les propriétaire(s) des

médias afin d'éviter que les salariés soient victimes de pressions et d'assurer la sécurité physique des reporters et des auteurs et contributeurs de contenus journalistiques "sensibles".

Aux journalistes hongkongais de :

- dénoncer systématiquement et publiquement toute atteinte à la liberté de la presse, toute action de censure et d'ingérence éditoriale au sein de leur média et de s'organiser afin de pouvoir dénoncer ces atteintes de manière anonyme
- d'encourager le partage de l'information interne au sein de leurs rédactions afin de rendre plus difficiles les tentatives de censure et d'ingérence éditoriales ciblées et discrètes
- de s'appuyer sur les organisations locales et internationales de défense de la liberté de la presse et sur les membres du Conseil législatif en faveur de la liberté de la presse pour dénoncer toute action de censure et soutenir leurs positions publiques.



REPORTERS SANS FRONTIÈRES assure la promotion et la défense de la liberté d'informer et d'être informé partout dans le monde. L'organisation, basée à Paris, compte dix bureaux à l'international (Berlin, Bruxelles, Genève, Madrid, New York, Stockholm, Tunis, Turin, Vienne, Washington DC) et plus de 150 correspondants répartis sur les cinq continents.

Secrétaire général : **CHRISTOPHE DELOIRE**
Responsable du bureau Asie-Pacifique : **BENJAMIN ISMAÏL**

Secrétariat international
CS 90247
75083 Paris Cedex 02
Tél. +33 1 44 83 84 84
Web : www.rsf.org

**REPORTERS
SANS FRONTIÈRES**
POUR LA LIBERTÉ DE L'INFORMATION